

Il faut faire plus pour l'accès des défavorisés à des sanitaires

Dossier de la rédaction de H2o
December 2011

€

l'occasion de la Journée mondiale des sanitaires, célébrée le samedi 19 novembre, l'experte indépendante de l'ONU sur l'eau et l'assainissement, Catarina de Albuquerque, a exhorté les États à consacrer davantage de ressources à l'assainissement. À utiliser les installations existantes de façon plus efficace et à commencer à considérer l'accès aux sanitaires comme un droit humain qui a un impact important sur la possibilité de bénéficier d'autres droits fondamentaux.

"L'absence

de sanitaires entraîne une perte de millions de jours de travail et d'école et a des conséquences néfastes énormes sur les dépenses de santé. Le secteur de l'assainissement a désespérément besoin de plus de moyens financiers, autant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement. Les investissements dans ce secteur sont des bonnes affaires", a déclaré Madame de Albuquerque.

L'experte

indépendante a souligné que pour un dollar investi dans le secteur, il y a un retour moyen d'environ neuf dollars en dépenses évitées et en gains de productivité. "Dans les pays développés, les avancées en termes d'espérance de vie et de baisse de la mortalité infantile ont d'abord été obtenus lorsque les gouvernements ont commencé à investir substantiellement dans l'assainissement." "Il est primordial d'investir dans les secteurs cruciaux avec des effets multiplicateurs particulièrement dans une période de crise économique afin de d'utiliser les ressources disponibles de façon plus efficace en ciblant ceux qui sont exclus et marginalisés", a-t-elle poursuivi.

Selon une étude

de l'Organisation mondiale de la Santé - OMS, et du Programme des Nations unies pour le développement - PNUD, l'accès universel à l'assainissement avant 2015 demanderait un investissement de 15,5 milliards de dollars par an. "Cela paraît être une somme énorme, mais c'est moins que ce qui est dépensé par an pour l'eau en bouteille dans les pays riches", a rappelé Madame de Albuquerque.

Les

dépenses actuelles en matière d'eau et d'assainissement ne couvrent pas ces besoins. L'évaluation mondiale annuelle de l'assainissement et de l'eau potable pour 2010, préparée par ONU-eau, montre que 95 % des pays ont déclaré que les fonds alloués ne suffisaient même pas à assurer l'accès à l'assainissement pour la moitié de ceux qui en sont privés. "Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour réaliser le droit à l'accès à l'assainissement pour tous, mais beaucoup pourrait être fait avec les ressources actuellement disponibles", a souligné l'experte. "Il faut allouer les ressources pour ceux qui en ont le

plus besoin".

L'experte

indépendante a appelé les États à réévaluer les allocations pour voir si les fonds bénéficient à ceux qui en ont réellement besoin afin d'assurer que la priorité soit donnée aux plus défavorisés.

Nations unies (New York) - 18-11-2011

À

Toilettes au Sud Soudan

photo Stelios Comninos

À